



**HAL**  
open science

## Démocratisation au moyen orient

Hassan Khalil

► **To cite this version:**

Hassan Khalil. Démocratisation au moyen orient. Démocratie le grand dégout?, www.dar-alfarabi.com, pp.177, 2011. hal-00656845

**HAL Id: hal-00656845**

**<https://hal.science/hal-00656845>**

Submitted on 7 Jan 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## 2)- La démocratie au moyen orient : leurre ou réalité ?

Le **destin** désigne, au moment présent, l'histoire future d'un être humain ou d'une société telle qu'elle est prédéfinie par une instance qui est soit considérée comme supérieure aux hommes (éventuellement divine) dans les conceptions finalistes du Monde, soit comme immanente à l'univers dans les conceptions déterministes. Dans ces conceptions, il est souvent considéré comme très difficile – voire impossible – à un homme ou à une société d'échapper à son destin, au moins dans ses grandes lignes. Le « Moyen-Orient » se retrouve depuis longtemps devant son destin pré-défini par les forces extérieures, ou plutôt dire par l'influence de ces forces. Les rafales du vent occidental y ont soufflé, depuis le début du vingtième siècle, et ont trouvé leurs destinations aux rives et aux cotés moyen-orientaux, une fois par l'invasion et autre sous le slogan de la nécessité du renouvellement. C'est les mêmes rafales essayaient depuis un siècle de remodeler les systèmes au nom de la modernité, ils en ont réussi et dans la plupart du cas échoué. Ce même Moyen-Orient a connu, il y a quelques années la deuxième vague occidentale, mais cette fois plus « modérer » et plus difficile, cette fois au nom de la postmodernité et de la mondialisation. Désormais il doit résister, non pas pour empêcher le changement mais pour rester en vie. C'est son destin, et comme le dit la culture moyen-orientale : « ce qui est écrit est écrit, personne n'en échappera pas ». Alors comment va réagir ce « Moyen -Orient » face à une modernité déjà en crise et une mondialisation qui n'est pas encore claire ? Question, nous voulons discuter leurs causes et leurs conséquences.

### a)- La dimension historique de la modernité

Certes, la modernisation des pays arabes était moins ambitieuse comme celle de l'Europe, sa coupure avec le passé était moins sensible et plus conforme aux préceptes moraux et religieux. Néanmoins, après le renforcement de la présence occidentale dans les pays arabes - du point de vue culturel, militaire, intellectuel et économique - les peuples, les intellectuels, les formations politiques et sociales arabes se sont trouvés devant un exemple civilisé et dynamique qui porte des spécifications et des éléments défiant leur prototype basé sur la religion et la tradition depuis treize siècles. Ce fait a poussé des intellectuels (religieux, philosophes ou politiciens) à prendre position contre l'époque de la lumière et de la renaissance européenne, des positions variées et diversifiées liées à leurs points de vue et à leurs intérêts. Trois tendances sont apparues dans la pensée arabe et islamique contemporaine concernant la question de l'époque de la lumière européenne avec tout ce que cette pensée a porté:

- un courant fasciné par l'expérience et appelant à l'imitation et à la transposition des lumières au monde arabe (**le courant occidental**),
- un courant qui a essayé de concilier la renaissance européenne basée sur la science et l'évolution avec la société et la tradition (**le courant éclectique**),
- un courant qui a critiqué et refusé cette expérience en se basant sur des raisons dites islamiques et pour qui, les problèmes humains quels qu'ils soient, peuvent être résolus en se référant à la religion comme source unique (**le courant intégriste et fondamentaliste**). <sup>(1)</sup>

Nous ne trouvons pas de courant qui appelle à la modernité politique, culturelle et sociale basée sur des appuis nationaux, et qui permette de trouver une issue face au blocage et à la « détresse » théorique et historique qui a émergé dans la région depuis des centaines d'années. Un courant qui permettrait un passage de la raison médiévale et théologique vers une raison

---

<sup>1</sup> Pour le même thème, voir : **Abdallah Laroui**, *Islam et modernité*, Paris, La Découverte, 1987

très moderne et active centrée sur les concepts du progrès et des sciences. Une raison laïque ouverte vers l'autre.

Dans sa critique la raison arabo-islamique, **M. Arkoun** <sup>(2)</sup> a appelé à une modernisation radicale de nos traditions et expériences. Il explique que la raison arabe ne peut sortir de sa problématique qu'avec cette critique, le volume du problème épistémologique étant grave et très profond. Nous avons besoin de courage pour traiter ces problèmes et pour « *surmonter nos handicaps historiques, nous devons entrer dans une période de transition éclairée qui permettrait d'adapter les approches religieuses pour qu'elles embrassent la tendance mondiale au modernisme* ».

Il faut noter que l'influence politique et économique de l'extérieur a joué un rôle très important sur la situation des pays arabo-islamique et sur leur évolution, parfois par des méthodes « modernisées » comme le mandat et parfois par l'occupation et la présence directe des occidentaux.

Nous souhaitons explorer de plus près la problématique décrite par **Arkoun**. Il est vrai et nécessaire de rappeler que la raison arabe a besoin de se moderniser, de se renouveler et de faire évoluer ses concepts. Les sociétés ont besoin de progrès mais celui-ci ne doit pas venir de cause et d'influence étrangère ni avec la pression des conditions extérieures non plus, mais au contraire, ce progrès doit naître de l'intérieur des pays surtout par le biais de changement dans les bases et les fondements, dans les systèmes culturels et politiques de chaque pays et de l'ensemble de la région. Un changement qui doit prendre en considération l'évolution et le progrès scientifique et technique continu autour du monde et les intérêts de leurs peuples par ce progrès et son évolution.

Le début du 20ème siècle (le temps où les mouvements du changement sont apparus) correspond en Europe au début de la crise économique qui a résulté de la révolution industrielle, et correspond au Moyen orient au début de changement politique \_ C'est la veille de la première guerre mondiale et le début de la nouvelle occupation directe occidentale de la région (occupation "moderne") \_ . Il ne faut pas oublier les influences étrangères dans le déroulement des évènements. Suivons le déroulement des actions.

Des concepts de la modernité sont : la liberté, l'Etat moderne du droit et de la démocratie, les lois civiles, la tolérance... Les appels des et aux sociétés arabes pour la mise en place de ces concepts nous semble des appels très rationnels, urgents et légitimes, mais la situation politique qui les accompagne influence gravement la réponse naturelle et objectif à ces appels. Parallèlement à ces appels, le monde occidental considère les pays du Moyen Orient, parfois comme des marchés capitaux pour leur survie économique (rôle du pétrole), parfois comme un champ expérimental pour les ventes d'armes, parfois comme le lieu pour résoudre les contradictions internationales entre les anciennes occupations et les récentes, et parfois un terrain de promotion de l'image de leur nation, par orgueil et cupidité.

L'appel à la modernité se trouve prisonnier et dénaturé par tous ces enjeux et politiques occidentaux. De ce message cacophonique, quelques intellectuels et formations politiques considèrent la modernité et ses concepts comme de purs produits occidentaux sans les considérer comme une nécessité nationale et sociale. Face à cette situation, différentes positions sont prises :

Dans le domaine social, les sociétés ont été divisées en deux parties, l'une qui appelle à la modernité à n'importe quel prix et l'autre qui appelle à l'attachement aveugle par la tradition et la religion. Le premier courant est dirigé vers le **laïcisme** et le deuxième vers l'**intégrisme**. Malheureusement cette division s'est faite sous l'influence de l'extérieur et la non-

---

<sup>2</sup> **ARKOUN M**, *interview avec Al Sharq Al Awsat 15/04/05, référer sur « la critique de la raison religieuse », Editions Dar El Taliaa, Beyrouth, Liban, 1998*

compréhension des concepts et de la nécessité de la modernité pour leurs pays et leurs peuples. La problématique était encore et dans certain cas, la relation entre « nous » et « l'autre », entre notre point de vue et le leur – n'importe quel autre-. Cette problématique n'a pas réussi à créer une troisième partie- qui doit- la tendance des forces démocrates et du changement. Malheureusement cette dernière elle-même s'est dirigée vers **un nationalisme réconciliateur** avec le marxisme et la tradition, en certains cas avec la religion.

Dans la notion de liberté par exemple, il est évident d'appeler à l'émergence des concepts de la liberté dans la vie, dans les médias, dans l'expression. Ces appels, pour libérer la tradition, la culture et même les peuples, ont été déclarés dans une période où les plupart des pays de la région étaient sous une occupation étrangère directe et indirecte. Donc la priorité pour les peuples de ces pays était d'appeler à la libération nationale du pays. On ajoute que même les forces du changement et de la libération nationale n'ont pas réussi d'associer l'idée de **la libération nationale avec l'idée du changement démocratique à l'intérieure de leurs pays**. C'est une de crises la plus fondamentale dans les pratiques de ces forces parce que quelle que soit la situation il ne faut pas rater cette occasion de bénéficier des masses rassemblées autour de l'idée de la libération pour réaliser le changement radical dans les pratiques politiques, économiques, sociales et même culturelles.

Les événements politiques des dernières années ont montré une très grande influence de la religion dans les sociétés, phénomène qui s'appuie en outre sur une situation injuste dans ces pays et qui tend à un attachement à l'intégrisme religieux. Cette situation, avec toutes ses complexités politiques et sociales, a poussé les intellectuels et les médias à s'interroger sur l'un des caractères important de la religion : **la tolérance**.

Toutes les religions ont appelé à la tolérance dans leurs livres sacrés ou dans les discours de leurs prophètes. Par contre toutes les religions dans leurs pratiques ont eu des actions contradictoires (djihad, les croisades, les guerres sacrées...) vis-à-vis de cette idée. Actuellement, les guerres sont faites au nom de la paix et de la démocratie, étonnant.

Alors cette modernité au lieu d'être un changement social, se transforme en un choix politique et c'est ici que réside le problème actuel. Pour présenter la modernité dans les sociétés arabo-islamiques, il faut connaître les causes pour atteindre les conséquences demandées. Les sociétés et la raison des citoyens doivent avoir les conditions nécessaires pour présenter cette modernité comme une nécessité nationale et comme un régime social et non pas comme un produit ou un choix occidental. Donc il est évident et nécessaire pour la pensée islamique et arabe d'utiliser la même démarche, son prototype a besoin d'une relecture critique pour chercher une issue à cette détresse historique dans les sociétés et les raisons arabes et islamiques.

Depuis longtemps, il est demandé de moderniser les sociétés, de libérer la pensée et la raison, de suivre le progrès et la modernité, de sortir de ce sentiment d'infériorité par rapport aux sociétés occidentales, de sortir de la problématique entre la religion et la modernité, de construire l'Etat moderne, du droit, de la démocratie, de la laïcité et de la modernisation.

La modernité ne consiste pas à changer la société vis-à-vis des habitudes sociales (habitudes vestimentaires, organisation quotidienne...) mais de changer radicalement la méthode de pensée et de savoir reformuler la lecture de la tradition. La modernité n'est pas d'emprunter quelques habitudes et les imiter, au contraire c'est un processus du changement historique, culturel et social. Elle est maintenant, comme quelqu'un qui a construit un tour mais il habite toujours dans une tente à l'ombre de ce tour.

Le changement social mené d'une façon active permettant de répondre aux besoins de la modernité et du progrès scientifique doit se baser sur l'égalité et la tolérance.

Aujourd'hui, nous ne regardons que les guerres, les problèmes et les « pollutions culturelles » ce qui affaiblit le concept de la démocratie et de l'Etat laïque face aux concepts et images de la domination du capitalisme sauvage véhiculés par les grandes sociétés commerciales internationales. Que faire face à l'obsession de gagner de l'argent et de gagner toujours plus ? Une analyse approfondie de la situation et des changements sociaux durant la deuxième moitié du dernier siècle jusqu'à aujourd'hui pourrait expliquer les mécanismes d'évolutions de la vie politique et sociale. Ces événements qui ont changé beaucoup d'idées et des résultats peuvent nous donner des solutions ou début de solutions face à notre mauvaise situation. Malheureusement, les conflits politiques, économiques camouflés par un aspect religieux-idéologique, retarde, voire perturbe l'ouverture de l'esprit vers autrui et l'établissement d'un système laïc où chacun se retrouve quelle que soit son appartenance.

Comme nous avons dit auparavant que lors de l'effondrement de l'Union Soviétique à la fin de l'année 1990, quelques penseurs annoncent la fin de l'histoire et la fin du conflit idéologique communisme-capitalisme et le triomphe indiscutable des systèmes libéraux. Cette nouvelle situation ouvrait largement la porte à un système néolibéral camouflé par la mondialisation et les évolutions techniques et économiques. Ce système néolibéral a mis méthodiquement en place les pratiques et les politiques qui lui permettent une domination permanente.

Une de ces méthodes était de promouvoir des programmes d'éducation à la démocratie. Dans beaucoup de cas, cette volonté s'est appuyée sur l'utilisation des forces armées. Et par ce fait, a créé encore plus de confusion, d'instabilité et aboutit à un chaos grandissant. Face à ce chaos grandissant, une fuite en avant s'est matérialisée par une guerre sans fin que l'on a nommée guerre contre le terrorisme. Cette nouveauté va amener la région à entrer dans une nouvelle ère et d'un nouveau projet nommé « nouveau Moyen-Orient ».

## **b)- l'autre dimension de la mondialisation**

### ***La mondialisation n'a-t-elle qu'une dimension internationale ?***

La mondialisation, comme nous l'avons imaginée, se caractérise par la mise en place de système politique et économique gigantesque, dépassant toutes les frontières nationales et annulant toutes les perspectives d'un Etat national et indépendant et surmontant tous les obstacles à la circulation du capital. Dans cette démarche, la mondialisation unifie tout ce qu'elle touche, même les chaos. Par contre il faut noter encore que la mondialisation s'accompagne nécessairement d'une intégration économique et d'une coopération institutionnelle régionale sert pour réaliser la mise en place de son système.

Dans *Le Manifeste Communiste* **Marx** a défini le marché mondial : « *Par l'expédition du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la communication de tous les pays. Elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont évincées par de nouvelles industries, dont l'implantation devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui ne transforment plus des matières premières indignes, mais des matières premières venues des régions les plus éloignées. Les produits industriels sont consommés non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du monde...* » <sup>(3)</sup>.

Ce passage du manifeste communiste nous précise que dans la stratégie du monde du capital il y a une nécessité d'obtenir ou produire des lieux des grands intérêts politiques, économiques et géopolitiques pour assurer la domination, la liberté du déplacement et même l'installation du capital. Dans le cadre de la mondialisation capitaliste cette stratégie est très demandée et

---

<sup>3</sup> **K. Marx, F ; Engels** : *le manifeste communiste*, 1867

toujours valable. Pour cette raison les acteurs de la mondialisation (groupes, pays, structures...) et dans la démarche de l'application de cette nouvelle stratégie, ont trouvé la nécessité de créer des zones géographiques et géopolitiques qui peuvent, par leurs richesses, leurs places et leurs formations (sociales, religieuses...), garantir la «continuité» de l'existence de cette mondialisation. En somme, la mondialisation irait de pair avec la modification du rôle de l'Etat en tant qu'acteur dominant du système international car il est confronté à l'émergence d'autorités concurrentes. De plus, en l'absence de structures mondiales efficaces et satisfaisantes, le développement de structures régionales acquiert de l'importance.

En ce fondant sur ce qui a dit auparavant, **la régionalisation** n'est pas contradictoire avec la mondialisation. Au contraire ces deux phénomènes peuvent être concomitants et semblables. La région qui se définissait traditionnellement par la proximité et par une série de caractéristiques historiques, linguistiques et culturelles communes, est aujourd'hui redéfinie comme une série de caractéristiques qui aident à créer le système et développer les réseaux d'une mondialisation capitalise en assurant sa domination, sa diffusion et ses intérêts sur les différents niveaux.

S'il peut y avoir des déterminants « structurels » à la coopération régionale, les régions ne seraient-elles pas aussi des entités socialement construites ? Une remarque nous semble très importante : Avec toutes ses capacités et ses moyens, la centralisation capitaliste se dirige vers la région, non pas uniquement pour sa richesse mais aussi pour reformer ses régimes politiques et économiques dans le but de les façonner en fonction de ses objectifs capitalistes mondialisés.

Observons de plus près le projet du Grand Moyen-Orient que les Etats-Unis tentent d'imposer dans la région : Le projet américain du Grand Moyen-Orient doit être replacé dans le cadre de l'Initiative commerciale pour le Moyen-Orient, lancée en mai 2003. Les réformes économiques et politiques couplées au libre-échange, à la gouvernance et à des programmes d'aide ciblés devaient « favoriser le développement économique et l'intégration sociale » et réduire par conséquent les « risques d'insécurité et d'instabilité ». L'« ambitieux » plan appelé « Grand Moyen-Orient » visait à bouleverser la donne politique et économique dans une région allant du Maghreb au Pakistan. Plusieurs volets - démocratisation, développement, sécurité - seraient en discussion. Les réformes porteront sur les libertés, la démocratie, l'information, le statut de la femme (considéré comme l'un des piliers de la modernisation). Ces réformes seraient testées dans deux pays : l'Afghanistan et l'Irak, et sous une autre forme pour le Liban ? (depuis la fameuse « révolution du cèdre en 2005 ??). Cette importance quasi vitale de la « région » dans la politique extérieure américaine n'est pas une nouveauté. Le Moyen -Orient occupe une place de choix dans la géopolitique de l'impérialisme et plus particulièrement du projet hégémonique des Etats-Unis. Le contrôle de la région conduit à la l'extension au Moyen Orient de la **doctrine Monroe** <sup>(4)</sup>, objectif de la doctrine hégémonique des Etats-Unis. Dans ce projet, une question primordiale demeure :

### ***La démocratisation du Moyen-Orient : leurre ou réalité ?***

---

<sup>4</sup> Le 2 décembre 1823 lors de son septième message annuel au Congrès, le président américain républicain **James Monroe** prononce un discours à l'intention des Européens, discours qui allait fixer les directives que devait adopter la diplomatie des Etats-Unis durant le XIXe et le début du XXe

Il s'agissait de ce qu'on a appelé à partir de 1854 la **doctrine Monroe**, dans laquelle trois principes sont définis :

- Le premier affirme que le continent américain doit désormais être considéré comme fermé à toute tentative ultérieure de colonisation de la part de puissances européennes.
- Le second, qui en découle, que toute intervention d'une puissance européenne sur le continent américain serait considérée comme une manifestation inamicale à l'égard des États-Unis.
- Et le troisième, en contrepartie, toute intervention américaine dans les affaires européennes serait exclue.

Pour répondre à cette question il faut d'abord poser deux autres :

- *est ce qu'il y a avait une démocratie au moyen orient ?*
- *Ou : est ce que la place et la culture moyen-orientales étaient à l'abri des vagues démocratiques qui ont émergé les raisons et les pratiques politique du XXème siècle ?*

La réponse doit passer par une lecture introductive de la situation où l'histoire récent du monde arabe qui peut bien avoir connu trois « vagues libérales » : « **l'âge libéral** » de la fin de XIXème siècle, **le mouvement libéral** en Egypte, Syrie et Irak sous les mandats et **l'actuelle érosion** des quelques régimes nationalistes-totalitaires avec autres ouvertures dans quelques monarchies (<sup>5</sup>), mais il faut noter que la politique arabe reste dominée par une double image celle : des monarchies traditionnelles.

Il a été avancé que les Etats arabes sont caractérisés par une structure sociopolitique particulière, la « néo-patriarchie » (<sup>6</sup>), fruit du mariage entre une patriarchie traditionnelle corrompue et une modernité déformée, l'accoucheur étant une dépendance économique et culturelle continue. La néo-patriarchie est caractérisée par :

- une fragmentation sociale, en ce sens que la famille, le clan, la religion ou le groupe ethnique, plutôt que la nation ou la société civile, constituent la base de l'organisation et des relations sociales ;
- une organisation autoritaire, en ce sens que la domination, la coercition et le paternalisme, plutôt que la coopération, l'égalité et la reconnaissance mutuelle, gouvernent toutes les relations, de la microstructure de la famille à la macrostructure de l'Etat ;
- des paradigmes absolutismes, c'est-à-dire une conscience close et absolutisme fondée sur la transcendance, la métaphysique, la révélation et l'exclusion plutôt que sur la différence, la pluralité et l'ouverture ;
- des pratiques ritualistes, des comportements gouvernés par le cérémonial, la coutume et le rituel plutôt que par la spontanéité, la créativité et l'innovation.

Ces caractéristiques peuvent justifier et soutenir, sans aucune réserve, la démocratisation, qui est, d'un point de vue du progrès, très nécessaire et demandée pour l'avenir de la région, mais pourquoi cette question n'a-t-elle pas été posée ? et pourquoi l'urgence de cette question n'est-elle apparue qu'avec l'ère de la mondialisation et après les grands événements de la fin du XXème siècle ? Les réponses peuvent être trouvées dans l'analyse des événements qui se sont passés dans la région depuis la fin de dernier siècle.

Les événements intervenus sur la scène moyen-orientale depuis bientôt dix ans tendent en tous cas à donner du crédit à l'idée selon laquelle les soubresauts connus par certains points de cette région préfigureraient d'un avenir sinon des plus glorieux, du moins des plus prometteurs. Une vision des événements prônée par l'Administration américaine, certes, mais également par un nombre croissant d'éditorialistes arabes.

C'est là la politique du mensonge, de l'instrumentalisation et de l'institutionnalisation du communautarisme politique. C'est le projet de Grand Moyen Orient prôné par les Etats-Unis : elle part d'une logique néocoloniale où les grandes puissances occidentales cherchent à remodeler le Moyen-Orient selon leur bon vouloir.

---

<sup>5</sup> SALAME Ghassan, *démocraties sans démocrates*, foyard, 1994, page 59

<sup>6</sup> SHARABI H, *La prochaine Décennie arabe*, Westview, avril 1988, référer au « *démocraties sans démocrates*, pages 60, 61

La « guerre » de la « démocratie » dans toute la région arabe se poursuit donc. Et cela afin de permettre la naissance prochaine du « Nouveau Moyen-Orient » (agrandi ou élargi) annoncé par des dirigeants occidentaux durant l'été 2006 <sup>(7)</sup>.

Si on prend l'exemple du Liban, nous trouvons que depuis plus de cinquante ans, le Liban est le poste avancé de l'implantation occidentale au Moyen-Orient. Le double cadre des dernières résolutions du Conseil de Sécurité, notamment 1559 et 1701, s'inscrit ainsi dans la continuité des politiques néocoloniales occidentales, mélange d'interventions militaires directes, de paternalisme et de clientélisme politique. L'offensive idéologique actuelle tend donc à présenter l'occident comme un partenaire du Liban et plonge les pays de cette région (y compris le Liban) dans le chaos et l'instabilité de façon permanente. Cette chose présente clairement le deuxième visage de la mondialisation camouflé cette fois par des aspects politiques et géopolitiques : **la régionalisation**.

Le concept de la régionalisation basé alors sur des pratiques politiques camouflées par différents thèmes : démocratie, autre terroriste, autre intérêts de la sécurité internationale... Mais par conséquent cette stratégie a créé une zone de haine et du refus contre tous projets adressés pour moderniser la région accompagné par des sentiments d'injustice. Cette situation d'injustice ressentie par la plupart des citoyens de la région a causé un mouvement de masse dans des directions différentes et parfois vers l'intégrisme et l'extrémisme. Mais :

- *Quelles sont les causes et les conséquences de ces mouvements de masse ?*

La colère des masses dans la région et leurs aspirations pour changer est les résultantes de deux raisons principales :

- la faillite du régime officiel arabe au niveau national, notamment son incapacité à imposer une solution pour ses pays : au niveau du développement politique, économique et social malgré la grande fortune que représentent les sources naturelles du monde arabe.
- Les politiques extérieures prétendent traiter les problèmes liés à cette situation en ignorant la plus importante par rapport à la culture de cette région.

Pour la majorité des citoyens de la région, ce n'est qu'un prétexte pour éliminer la cause politique surtout quand ils découvrent que les appels à la démocratie et au respect des droits de l'homme ne s'adressent pas qu'au pays soutenant la lutte des peuples pour la libération de leurs territoires occupés. En plus le soutien occidental aux forces dite modérés dans la région ne les a pas aidées à proposer des solutions acceptables pour leurs peuples.

Le courant progressiste n'a pas bénéficié des conséquences du combat de la libération national qu'il a fait, pour mettre et réaliser le changement nécessaire. Ce courant est tombé dans certains cas dans un chauvinisme meurtrier et il a dirigé dans des pays vers un régime totalitaire conciliateur avec des forces réactionnaires.

Le courant islamiste dans la région vit sur les faux pas de la politique nationale et internationale et de l'absence forcée des forces progressistes, il réagit contre des injustices terribles qui ne cessent pas, soit de l'intérieur, soit de l'extérieur et toujours sous différents prétextes. Ce courant s'est orienté dans deux directions opposées:

---

<sup>7</sup> Voir : **ACHCAR Gilbert**, *La guerre des 33 jours et la résolution 1701 du Conseil de Sécurité*, 21 août 2006 et *Le « Grand Moyen-Orient », selon Washington*, 13 décembre 2005

- Une branche terroriste, initiée et soutenue originalement par la politique américaine, c'est une force réactionnaire dans la région, utile et nécessaire pour la politique américaine dans la région.
- Une autre branche militante porte la cause de la libération nationale et se comporte d'une manière idéale en gagnant les cœurs et les cerveaux des peuples. C'est une force « révolutionnaire » (dans certains sens ?) qui s'oppose aux politiques impérialistes par une ligne politique de libération nationale et qui s'oppose à l'agression et à l'occupation par la résistance ; toutefois, il est nécessaire de faire une grande réserve sur leurs politiques intérieures vis-à-vis des forces dirigeantes dans leurs pays.

Donc ces forces islamiques qui ont une dimension de libération nationale essayent de résoudre les problèmes émanant de l'agression et elles profitent du soutien des masses ainsi que d'autres forces politiques. Les forces islamiques ne peuvent pas être le futur pour le peuple de la région, ou porteur de renaissance politique, économique et sociale. Pour ceux qui dans le monde craignent une telle perspective, nous disons que pour pouvoir influencer le futur soutenu par les peuples dans la région, il est indispensable d'influencer les causes du présent liées à la tâche nationale de libération et confrontation avec l'agression. Il faut gagner le défi national pour gagner le défi de la démocratie, alors que si on laisse la première tâche aux forces religieuses elles domineront sans doute le prochain futur et les conséquences ne seront pas limitées à la région. Nous ne devrions pas oublier des dates où des milliers de personnes sont descendues dans les rues contre la guerre en Irak, ou contre le projet américain de la région et celles où les rues de Beyrouth sont pleines de centaines de milliers de personnes, de différentes classes et formations politiques et qui ont appelé au changement politique et à la reformation économique. Cette immense de mouvement de personnes représente t'il le changement nécessaire ?

Ce mouvement de masse ne doit pas rester sans projet du changement national, et doit se préparer pour ce changement.

### **c)-La démocratie mineure**

Une des causes essentielles du projet de « grand moyen orient » était – selon ses acteurs- la diffusion de la démocratie dans la région. Cet objectif a été identifié comme objectif principal parce que la région, toujours selon les mêmes acteurs, a besoin de cette démocratie pour accompagner le progrès au niveau international et pour entrer dans XXI siècle avec des nouveaux régimes et des nouvelles recompositions. Pour cette raison, les acteurs de ce projet ont joué le jeu de la démocratie d'une façon à la présenter comme nécessité pour les peuples de la région mais ils ont oublié que cette mauvaise situation a été causée par eux, pendant de dizaine d'années, d'après leurs politiques et leurs engagements dans les affaires intérieurs des pays et encore par leurs soutiens illimités à la plupart de régimes politiques régionaux, surtout dits dictatoriaux.

De plus, les méthodes utilisées par ces acteurs pour diffuser et appliquer cette démocratie sont très étonnantes et fortement condamnables.

Non seulement l'armée est armée (quelle image et valeur pour des anciennes colonies !), non seulement des blocus touchant d'abord la population sont mis en place mais aussi des méthodes banalisant et dénaturant cette démocratie, sont utilisées.

La **démocratie mineure** – qui est par principe, manquée beaucoup d'éléments et par pratique, aliénée par les grandes puissances et les autorités gouvernées \_, mise en avant, fabrique des lois sans consultation (juridiques et populaire) ou sans s'appuyer sur les lois nationales.

Les acteurs du « grand moyen orient » manipulent les actions, les résolutions et bouleversent les situations nationales - surtout au niveau de la démocratie- et perturbent les stabilités et les

sécurités. C'est la nouveauté de ce projet basé sur la non-confiance des structures, des régimes existants et de leurs systèmes juridiques.

Ce genre de démocratie a donc pour but de présenter l'incapacité au renouvellement des structures et des formations au sein des régimes politiques.

Il est donc primordial de faire un choix : changer les structures et les formations de ces pays ou laisser les structures extérieures réaliser leurs actions, comme dans le cas de la cour pénale internationale du Liban qui doit être, en principe, issu des institutions nationales.

Cette situation est à l'origine de problèmes majeurs pour la démocratie elle-même, parce qu'elle bafoue les notions et les bases philosophiques, les concepts théoriques et pratiques de cette démocratie. Regardons l'analyse philosophique pour expliquer la violation de cette démocratie, empruntons le parcours d'une discussion avec quelques concepts philosophiques de Rousseau et Kant.

« *Renoncer à sa liberté, c'est renoncer à sa qualité d'Homme* » (**Jean-Jacques Rousseau**) <sup>(8)</sup>

La liberté est un droit non aliénable et naturel à l'Homme et il est de l'essence de ce droit d'être non aliénable. Qu'est ce que l'aliénation ? Dans son sens philosophique, l'aliénation équivaut à l'hétéronomie de la raison. Etre hétéronome est en termes kantien être mineur, c'est à dire penser par autrui, préjuger. « La minorité, c'est l'incapacité de se servir de son entendement sans la direction d'autrui » (**Kant**)<sup>9</sup>. L'hétéronomie représente les ténèbres de l'ignorance que doivent illuminer les clartés de la raison, c'est à dire les lumières du rationalisme critique dont la devise est « ait le courage de te servir de ton propre entendement ». Le contraire de l'hétéronomie, c'est l'autonomie : condition d'une personne qui détermine elle-même la loi à laquelle elle se soumet, autrement dit, l'autonomie c'est l'acte de penser par soi-même. Etre autonome, c'est se donner à soi même des principes d'actions et de pensées. Dans son sens politique, un Homme qui s'aliène devient l'esclave d'un autre, or, si on peut vendre ou céder un bien matériel à une autre personne, il est hors de question de pouvoir aliéner sa liberté qui est un droit incommunicable, imprescriptible et éternel, « le droit de propriété n'étant que de convention et d'institution humaine, tout Homme peut à son grès disposer de ce qu'il possède mais il n'en est pas de même pour des dons essentiels de la nature tels que la vie et la liberté dont il est permis à chacun de jouir et dont on n'a pas le droit de se dépouiller. En sautant l'une, on dégrade son être, en sautant l'autre, on l'anéantit ; et comme nul bien temporel ne peut dédommager de l'une et de l'autre, ce serait offenser à la fois la nature et la raison d'y renoncer à quelque prix que ce fut ».

Dans son livre intitulé « *Fondement de la métaphysique et des mœurs* », Kant distingue ce qui a un prix et la dignité ; ce qui a un prix marchand peut être remplacé par quelque chose d'autre à titre d'équivalent, au contraire ce qui est supérieur à tout prix n'admet aucun équivalent, c'est précisément ce qui a une dignité. Dignité : principe énonçant que la personne humaine ne doit jamais être traitée seulement comme un moyen mais toujours comme une fin en soi, « Agis de telle sorte que tu traite l'humanité aussi bien dans ta personne que dans la personne de tout autre toujours comme une fin et jamais seulement comme un moyen ». Dans tout usage de sa personne, l'Homme a le droit et le devoir de rester libre, s'il sert ou s'il est servi ce doit être sans être asservis et sans tenter d'asservir.

Ce fameux parcours autour de cette discussion montre comment dans une situation actuelle comme celle du moyen orient, la démocratie se réalise et par quels moyens. La violation des normes de cette démocratie ne s'arrête pas à ce constat mais elle la dépasse vers l'aliénation, non seulement pour la démocratie, mais pour la liberté, l'indépendance. (Il ne faut pas oublier comment des personnes civilisées ont détruit des musées contenant une longue histoire pour toute l'humanité, comme en Irak par exemple).

---

<sup>8</sup> **ROUSSEAU**, 1712-1778 - *Du Contrat Social*

<sup>9</sup> **KANT**, *Qu'est-ce que les Lumières ?* 1784

Un peuple aliéné par sa souveraineté perd sa qualité de peuple et se dissout par cet acte. De même un individu n'a pas le droit d'aliéner sa liberté, de même un peuple n'a pas le droit d'aliéner sa souveraineté. Ce sont là des droits que l'on possède sans avoir la faculté de les aliéner. Si un peuple aliène sa souveraineté, il se transforme en un troupeau d'esclave soumis au bon plaisir d'un maître, d'un despote. L'obéissance n'est légitime tant qu'elle ne détruit pas la liberté individuelle. C'est la fameuse souveraineté du peuple qui constitue dans la société civile l'unique garantie de la liberté individuelle. On pourrait imaginer un peuple qui aliène sa souveraineté, mais c'est alors dit Rousseau « un peuple de fous, la folie ne fait pas droit ». Ce peuple devient une multitude d'hommes épars sans unité, sans cohésion. Le peuple n'est cohérent que par « la vertu républicaine » (Montesquieu), sans cette liberté, ce n'est qu'une foule soumise à un maître. La liberté ne saurait être cédée par un pacte car il n'y a rien au monde qui puisse pour un Homme compenser la perte de sa liberté. L'Etat a donc pour fin, pour but essentiel la liberté de tous les citoyens :

- *Comment la vie sociale pourrait elle être organisée de telle sorte que règnent liberté et égalité?*
- *Comment l'Homme civil pourrait il retrouver sous forme de liberté civile l'indépendance qu'il connaissait dans l'état de nature ; autrement dit comment assurer la liberté en même temps que l'égalité de tous les citoyens ?*
- *Comment peut-on demander aux peuples de la région d'être confiant par les normes et les concepts de la démocratie ?*

Les réponses me semblent assez difficiles à cause de quelques observations pessimistes reflétant les conséquences de cette fameuse démocratie à la mode : l'instabilité, l'insécurité, les confessionnelles et les intégrismes.

Peut-être n'est-ce pas à cause de la démocratie, mais ce qui est sûr c'est à cause de ceux qui ont manipulé cette démocratie pour réaliser leurs projets néolibéraux et néocoloniaux.

### ***Les risques et les conséquences de la « démocratisation » au moyen orient***

La situation actuelle au moyen orient sous le projet « nouveau moyen orient » est loin de représenter pour les peuples de la région un exemple réussi de démocratisation. L'Irak par exemple, est devenu un modèle d'instabilité répulsif pour les populations arabes. L'équilibre entre les diverses composantes des populations de la région tenant d'une véritable alchimie dans beaucoup d'Etats, le phénomène de lutte pour le pouvoir qui se transforme en lutte communautaire effraie la région, sensible historiquement par cet affaire. Le déchaînement de violence incontrôlable est révélateur d'une transition démocratique mal préparée et imposée par une dynamique extérieure.

Le projet de démocratisation du monde arabe a bouleversé la situation établie depuis des décennies dans les pays de la région. Le problème est de savoir si les évolutions réalisées et les transformations sont de fond ou superficielles. La démocratisation si elle est imposée de l'extérieur, freine le processus de base car cela la transforme en concept imposé par l'Occident et donc infériorise les populations arabes dans la pensée. Il est assez aisé d'organiser des élections libres, mais il est plus difficile d'enraciner une culture démocratique authentique. L'autoritarisme arabe présent dans la région depuis des décennies a muselé toute opposition possible au sein des sociétés civiles, les idéologies du passé n'existent plus, seuls les islamistes ont réussi depuis les années 1980 à représenter une menace pour les régimes

arabes. Lors de la libéralisation du politique et donc de l'introduction du pluralisme, les islamistes se sont soumis au processus démocratique et sont passés par les voies officielles.

L'imposition de la démocratie par la force est, en soit, non démocratique. Les Etats-Unis ont envahi l'Iraq et l'Afghanistan sous le prétexte de la liberté, en affirmant la nécessité de libérer le monde de la tyrannie et d'offrir les clés de la liberté aux habitants de tous les peuples. Les Etats-Unis croient qu'ils étendent la démocratie parce qu'il est de leur devoir de le faire, compte tenu que tant de peuples sont incapables de l'implanter eux-mêmes et que, ce faisant, ils réaffirment leur supériorité. Ce sens du devoir cache cependant un agenda, un motif secret bien plus grand que la démocratie elle-même. Il est important de comprendre qu'afin d'effectuer avec succès une transition de la répression à la liberté, le peuple d'un pays doit vouloir ce changement et que ce dernier doit se dérouler par étapes. L'exportation de la démocratie est un idéal qu'il serait appréciable d'atteindre. Une évaluation réaliste de la situation démontre cependant que, même lorsque cela fonctionne, la démocratie ne s'implante pas du jour au lendemain.

Reste à dire que : la région n'aura pas la démocratie ni la paix tant que quelques mentalités occidentales resteront manipulatrices pour les rêves et l'avenir des peuples de la région sous différents prétextes, dangereux ceux qui sont annoncées et plus dangereux ceux qui sont encore cachées. On va rappeler ce qui a été dit par H. Kissinger « *la mondialisation est tout simplement l'hégémonie des Etats-Unis* ». Pour gagner le combat de la démocratie il faut gagner d'abord confiance et respect. La démocratie n'a pas seulement besoin de la démocratie, des institutions et des systèmes mais encore des démocrates.